

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EDF TAC**

Site de Montereau  
Chemin du Port  
77670 Vernou-La-Celle-sur-Seine

Références : E/25- 0622  
Code AIOT : 0006513201

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2024 dans l'établissement EDF TAC implanté Site EDF de Montereau Chemin du Port 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 11/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF TAC
- Site EDF de Montereau Chemin du Port 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine
- Code AIOT : 0006513201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site EDF-CETAC de Montereau est implanté dans le département de Seine et Marne (77) sur les communes de Vernou-la-Celle-sur-Seine et de La Grande-Paroisse.

Sur ce site, par arrêté préfectoral n°2010 DAIDD 1 IC 034 du 9 février 2010, complété par l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 089 du 25 juillet 2022, EDF est autorisé à exploiter deux turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fioul domestique et au gaz naturel.

Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique).

L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fréquence de l'entretien des moyens de protection contre le risque incendie	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens généraux de protection contre le risque incendie	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Analyse des moyens spécifiques d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Liste des moyens de détection d'hydrocarbures - rétention Parc à fioul	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.8.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Moyens de protection Incendie - Réseau	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.1.4	Sans objet
6	Détection incendie zone du parc à fioul	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.15	Sans objet
7	Réserves en émulseurs et durée incendie	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.2	Sans objet
8	Conditionnement et contrôle des émulseurs	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.3	Sans objet
9	Organisation contre le risque incendie - POI	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.5.2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il ressort de la visite d'inspection du 30 août 2024 que certaines vérifications quotidiennes réalisées visuellement ne font pas l'objet d'une formalisation. En effet, seules les anomalies détectées sont consignées dans un registre et suivies. Ceci ne permet pas à l'exploitant de justifier du bon état et du bon fonctionnement de ses équipements à tout instant.

Par ailleurs, la réalisation de certains contrôles périodiques ne respecte pas la fréquence définie par l'arrêté d'exploitation. L'exploitant doit respecter la fréquence minimale imposée pour chaque contrôle. De plus, certaines vérifications, notamment la vérification du débit simultané requis pour les scénarios « feu de cuvette » et « feu de nappe », ne sont pas complètes et ne permettent pas d'attester de la conformité des équipements.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fréquence de l'entretien des moyens de protection contre le risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection contre le risque incendie du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Le matériel et les moyens de secours sont vérifiés et testés 2 fois par an a minima. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a évoqué des difficultés à respecter certaines fréquences de contrôle relatives à ses conditions d'exploitation et impératifs de disponibilité vis-à-vis du réseau électrique.  L'Inspection a rappelé que dans l'étude de dangers transmise par l'exploitant en 2008, ce dernier s'engageait à : <ul style="list-style-type: none"><li>- réaliser un test en réel des moyens de lutte contre l'incendie 2 fois par an.</li><li>- réaliser une vérification des moyens de détection-protection incendie 2 fois par an (1 an pour les extincteurs).</li></ul> L'exploitant a mis en place plusieurs procédures de contrôle des différents équipements : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les moyens d'intervention de secours tels que poteaux incendie, RIA, pompes incendie, matériel fixe incendie, extincteurs, détection incendie sont contrôlés une fois par an par un organisme externe.<ul style="list-style-type: none"><li>• Les pompes incendie font l'objet de tests hebdomadaires (essai de fonctionnement) par l'exploitant.</li></ul></li><li>- Concernant les équipements liés à la protection/détection incendie du site, un cahier des charges a été établi avec un prestataire et prévoit :<ul style="list-style-type: none"><li>• Une visite par an sur la détection et l'extinction, réalisée pendant l'arrêt de chaque tranche (activités sur les transformateurs liées à chaque tranche);</li><li>• Deux visites par an sur les armoires de détection à réaliser pendant l'année en fonction des conditions de fonctionnement des tranches.</li></ul></li></ul> En complément, des rondes journalières sont réalisées par l'exploitant pour vérifier visuellement l'absence de défauts sur ces équipements. Toutefois, les résultats de cette vérification ne sont pas consignés. Seules les anomalies ou demandes de réparation sont consignées dans un fichier global et partagée avec les responsables du site.  Le suivi des réparations est fait au travers d'une application spécifique et classé par ordre de priorité.

<p>Afin de justifier du respect des fréquences de contrôles imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mettre en place un registre permettant de tracer les vérifications visuelles des équipements.</p> <p>- Des exercices de situations d'urgence sont réalisés deux fois par an par l'exploitant, en complément de l'exercice POI annuel pendant lequel il peut être amené à tester certains moyens de protection incendie en fonction des contraintes d'exploitation.</p> <p>Toutefois ces exercices ne permettent pas de justifier que l'ensemble des équipements d'intervention font l'objet d'un contrôle deux fois par an.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Suites n°20240830-1 :</u></b> L'exploitant doit consigner les résultats des vérifications visuelles des équipements dans un registre.</p> <p><b><u>Suite n°20240830-2 :</u></b> L'exploitant doit justifier du respect de la fréquence des essais et contrôles de l'ensemble des moyens d'intervention sur le site. Sous réserve de la transmission d'une demande argumentée, il peut également solliciter une modification de la fréquence de vérification et de tests des matériels et moyens de secours prescrite par l'arrêté préfectoral du 9 février 2010.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Moyens généraux de protection contre le risque incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection contre le risque incendie du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Centrale incendie :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une pomperie incendie comportant au minimum une pompe principale capable de fournir à tout moment au réseau incendie un débit total simultané de 590 m<sup>3</sup>/h (dont 467 m<sup>3</sup>/h pour le feu de cuvette et 120 m<sup>3</sup>/h pour le feu de nappe), avec une pression suffisante pour permettre l'alimentation des équipements de protection des bacs de stockage de fioul (déversoir, couronne d'arrosage) et le refroidissement des installations voisines,</li> <li>- une pompe de secours (groupe thermique) pouvant alimenter ces mêmes réseaux si la pompe principale venait à tomber en panne,</li> <li>- une pompe jockey permettant de lutter contre les pertes de charge du réseau incendie,</li> <li>- 5 raccords symétriques de 150 mm permettant la réalimentation du réseau incendie en cas de dysfonctionnement de la pomperie et d'insuffisance de débit ou de pression. Ces raccords seront placés en sortie de local AFFF sur le réseau incendie. chaque raccord sera muni d'une vanne d'isolement,</li> <li>- une installation automatique de pré mélange avec une concentration d'émulseur de 3 %,</li> </ul>

- une réserve d'eau de 1400 m<sup>3</sup> dédiée à la sécurité incendie,
- 5 plates-formes d'aspiration sur le bras de Seine, permettant la mise en œuvre rapide des engins pompes des sapeurs pompiers afin de permettre une réalimentation d'eau incendie. Ces plates-formes d'aspiration seront situées en dehors de la zone d'effets de surpression résultant de l'explosion des 2 bacs du PAF.

#### **Constats :**

##### Entretien de l'installation de l'émulseur

En vérifiant le registre du suivi des équipements cités au point de contrôle n°1, l'Inspection des installations classées a constaté qu'un incident relatif à une fuite d'huile sur la pompe hydraulique de l'émulseur est survenue en avril 2024. La fuite étant faible, elle fait l'objet d'une surveillance quotidienne en attendant la décision de changement de la pompe.

##### Entretien des pompes incendie

Le contrôle des pompes est réalisé annuellement pendant les périodes d'arrêt des TAC par deux prestataires distincts. Les rapports des derniers contrôles des deux pompes n'ont pas pu être présentés le jour de l'inspection mais ont été transmis par courriel du 06/09/2024.

- Le rapport de décembre 2023 relatif à la vérification de la pompe diesel, indique l'existence d'une fuite du bloc filtre à huile. L'exploitant a fait réaliser une maintenance préventive le 28/01/2025 dernier, le filtre a été réparé et le rapport est en attente. Cependant, il reste encore un suintement résiduel sur un joint qui va nécessiter quelques jours d'interruption. Une étude sur la mise en place de mesures compensatoires est en cours.

- Le rapport du contrôle des pompes électrique et jockey du 14/06/2024 ne soulevait pas d'anomalies.

##### Concernant la vérification du débit simultané :

La mesure du débit de la pomperie (correspondant au scénario « feu de cuvette ») a été réalisée au travers d'un exercice d'application du scénario d'arrosage par les couronnes (feu de cuvettes) en 2023 (rapport du 14/04/2023). Dans ce rapport transmis à l'Inspection, le débit mesuré au niveau de la cuvette (scénario incendie de cuvette du parc à fioul) est conforme au dimensionnement du scénario.

Cependant, le débit du scénario « feu de nappe » (débit des lances incendie dans le parc à fioul) ne faisait pas partie des tests.

Aussi, le test effectué ne permet pas de justifier de la conformité du débit total simultané.

Par ailleurs, l'Inspection a constaté que la vérification du débit simultané de la centrale ne fait pas l'objet de vérification périodique planifiée. Ceci ne permet pas de justifier de la disponibilité permanente du débit simultané requis.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Suite n°20240830-3 :

**L'exploitant doit justifier du respect du débit simultané imposé pour les pompes (réalisation d'un test incluant en même temps le scénario feu de cuvette et le scénario feu de nappe) tel que prévu par la prescription ci-dessus.**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place des essais de vérification périodiques du débit de la centrale incendie de façon à pouvoir justifier de la disponibilité du débit simultané requis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Analyse des moyens spécifiques d'extinction d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection contre le risque incendie du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- 19 poteaux incendie normalisés et incongelables équipés d'au moins une sortie de diamètre 100 mm ou 2*100 mm issu de la centrale incendie ; Le réseau garantira un débit simultané de 120 m<sup>3</sup>/h sur deux poteaux.</p> <p>Les poteaux incendie seront implantés en respectant les distances suivantes : 200 mètres au maximum entre les deux hydrants par les voies de desserte et 5 mètres au plus du bord de la chaussée. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé,</p> <p>- des couronnes mixtes d'arrosage (prémélange ou eau) équipant chacun des bacs, sectionnables bac par bac depuis l'extérieur des cuvettes, assurant un débit minimum de 15 litres/minute/mètre et équipées de 2 boîtes d'injection de mousse à l'intérieur des bacs,</p> <p>- 4 diffuseurs à mousse dans chaque sous-cuvette (soit 8 par cuvette) sont installés au bord de la cuvette de rétention assurant un débit minimum de solution moussante de 2 700 l/min par cuvette,</p> <p>[...]</p> <p>- des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques ; les extincteurs doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, et des armoires électriques ;</p> <p>- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,</p> <p>- des robinets d'incendie armés ;</p> <p>- des couvertures spéciales anti-feux.,</p> <p>- des tuyaux et dévidoirs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les différents rapports de vérification accompagnés des plans de localisation des différents équipements ainsi que des devis de réparation pour les extincteurs.</p>



#### RIA, poteaux, sable et extincteurs

L'exploitant a présenté à l'Inspection des installations classées les rapports de vérifications des RIA, des réserves de sables, des extincteurs ainsi que des 19 poteaux incendie. Les rapports ont été transmis post-inspection et appellent les remarques suivantes :

- Les rapports trimestriels des RIA ne sont pas datés, ce qui ne permet pas de justifier de la date du contrôle.

- Le rapport de vérification des poteaux incendie (contrôle réalisé les 3 et 4 avril 2024) indique que la mesure des débits simultanés sur deux poteaux a été effectuée uniquement sur les poteaux n°15 et 19. Le débit mentionné dans le rapport est de 60 m<sup>3</sup>/h au lieu des 120 m<sup>3</sup>/h requis.

D'autre part, l'Inspection rappelle que ce débit simultané doit être assuré sur l'ensemble des poteaux.

- Le rapport daté du 02/08/2024, indique que des réparations sont programmées pour 3 extincteurs ainsi que le remplacement de bouchons de 2 poteaux. Le remplacement des extincteurs est prévu les 13 et 14 février. Le devis a été transmis par courrier électronique du 7 février 2025.

L'exploitant indique que le remplacement des bouchons n'est pas encore programmé mais sera effectué par les équipes du site. L'exploitant a précisé que l'anomalie rencontrée sur les bouchons n'affectait pas le bon fonctionnement de l'équipement.

#### Couronne d'arrosage et déversoirs de cuvette

L'exploitant indique qu'un test des couronnes d'arrosage est planifié annuellement afin de vérifier leur intégrité et bon fonctionnement.

Le dernier contrôle des équipements de détection et d'extinction a été effectué le 19/10/2023 lors du test de vérification du système incendie par un prestataire externe. Le rapport a été transmis par courrier du 06/09/2024 et indique que les équipements sont conformes

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Suite n°20240830-4 :**

L'exploitant transmettra à l'Inspection, un rapport justifiant du débit simultané de 120 m<sup>3</sup>/h sur 2 poteaux incendie, pour l'ensemble des poteaux incendie du site.

L'exploitant transmettra à l'Inspection, les justificatifs de réparation des extincteurs.

##### **Suite n°20240830-5 :**

L'exploitant précisera la date de réalisation des contrôles trimestriels des RIA sur les rapports associés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Moyens de protection Incendie - Réseau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection contre le risque incendie du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Les canalisations et les accessoires constituant le réseau incendie doivent être réalisés en matériau résistant au feu et protégés contre la corrosion. Le réseau incendie est maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante ; il comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. Le secours de la motopompe électrique à sa puissance nominale est assuré par une motopompe thermique au fioul domestique. Le réseau fixe d'eau incendie est protégé contre le gel. Si le réseau est hors gel (canalisations vidangées), un système permet un amorçage des pompes en moins de deux minutes. Le réseau incendie sera équipé de raccords normalisés permettant son alimentation avec des moyens mobiles tels que des motopompes, ces raccords dont l'implantation sera déterminée en accord avec les services de secours et d'incendie seront si possible éloignés de la pomperie-incendie fixe. Toutes les pompes hydrauliques sont positionnées de manière à être opérationnelles, sans délai et en toutes circonstances, y compris si les installations sont hors gel. Les armoires électriques et les locaux électriques sont équipés de détection feu avec report d'alarme par zone dans le local d'exploitation sur site et au centre de télé-commandement des TAC.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les parties enterrées restent en eau. Les parties aériennes sont vidangées. Les sections de raccordement à l'air libre des différentes zones sont calorifugées. Lors des essais de mars 2023, l'exploitant a précisé que la conformité des vitesses et débits a été mesurée et vérifiée sur chaque section aérienne du réseau. Le rapport des essais a été transmis à l'Inspection. L'inspection a pu constater les parties calorifugées situées dans la zone du parc à fioul lors de la visite du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Liste des moyens de détection d'hydrocarbures - rétention Parc à fioul

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens de détection contre le risque de fuite d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones où des vapeurs inflammables ou explosibles sont susceptibles d'apparaître ou de s'accumuler en cas d'incident (pomperie, caniveaux, points bas dans les sous-cuvettes....) sont munies de systèmes fixes de détection de gaz et d'hydrocarbures dont les niveaux de sensibilité

dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

La surveillance d'une zone ne doit pas reposer que sur un seul point de détection ni sur une détection différée (remplissage préalable de sous-cuvettes de rétention avant détection).

[...]

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance.

[...]

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement de seuil(s) préétabli(s), une alarme sonore et visuelle reportée dans le local d'exploitation sur site et au centre de télé-commandement des TAC avec, pour le report sur site, une localisation des détecteurs ayant déclenché, individuellement ou par zone surveillée.

Le traitement de l'information, préalablement défini par l'exploitant en fonction de la position et du nombre de détecteurs ayant réagi, se traduit par :

- l'appel de l'astreinte,
- des procédures à gestion humaine,
- et des procédures à caractère automatique par mise en sécurité de l'installation ou par action des systèmes d'arrêt d'urgence, sauf dispositions contraires justifiées.

#### **Article 8.9.1. Cuvettes de rétention**

[...]

Chaque cuvette au niveau du parc à fioul est séparée en deux par un muret et est équipée de détecteurs d'hydrocarbures déclenchant une alarme en cas de fuite.

[...]

#### **Constats :**

Pour ce point de contrôle, la visite d'inspection a porté uniquement sur le parc à fioul.

L'exploitant a indiqué que deux détecteurs de fuite d'hydrocarbure sont mis en place dans la rétention du parc à fioul à raison d'un détecteur par sous cuvette.

Ils sont positionnés au niveau des sous-cuvettes, de manière à assurer leur rôle avant tout remplissage de ces dernières.

La détection est programmée selon deux seuils :

- un premier voyant est déclenché dès la détection de liquide (seuil de niveau atteint),
- un deuxième voyant se déclenche lors de l'identification d'une pellicule d'hydrocarbure.

Les deux détecteurs ne font pas l'objet d'entretien ni de contrôle formalisé. L'exploitant a indiqué s'assurer de leur bon fonctionnement à chaque épisode de pluie.

L'inspection considère cette périodicité insuffisante, notamment en période estivale.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas précisé si les détecteurs étaient alarmés en cas de défaillance.

La vidange vers le bassin d'orage se faisant via le séparateur d'hydrocarbure, la présence de détecteurs constitue pour l'exploitant une détection supplémentaire en cas de fuite.

L'inspection a constaté la conformité du nombre de détecteurs d'hydrocarbure présents dans la zone de rétention.

L'inspection a pu constater, lors de sa visite, le bon entretien des sous-cuvettes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Suite n°20240830-6 :</b> L'Inspection demande à l'exploitant de formaliser les opérations d'entretien et de contrôle destinées à maintenir l'efficacité de ses détecteurs de fuite de fioul tel que demandé par la prescription. Il devra également préciser si ces détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Détection incendie zone du parc à fioul

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens de détection contre le risque incendie du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des mesures de lutte contre l'incendie présentées aux articles 8.7.1, 8.7.3.1.1 et 8.7.3.1.2, les équipements spécifiques suivants sont également requis :  [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réservoirs à fioul sont équipés, à l'intérieur du bac, de détection thermique déclenchant</li> <li>- une alarme visuelle et sonore reportée dans le local dédié à la gestion des alarmes sur site et au centre de télé-commandement des TAC,</li> <li>- la mise en service de pompes d'eau du parc à fioul,</li> <li>- la pulvérisation de solution moussante sur chaque réservoir,</li> <li>- le refroidissement des installations voisines,</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cuvettes de rétention sont équipées de détection UV/IR déclenchant</li> <li>- une alarme visuelle et sonore reportée dans le local dédié à la gestion des alarmes sur site et au centre de télé-commandement des TAC,</li> <li>- la mise en service de pompes d'eau incendie et du parc à fioul,</li> <li>- la pulvérisation de solution moussante sur chaque robe de réservoir et dans la cuvette,</li> <li>- le refroidissement des installations voisines,</li> </ul> [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- les locaux pomperie incendie et pomperie fioul sont munis de détection de flammes et de fumées reportée dans le local dédié à la gestion des alarmes sur site et au centre de télé-commandement des TAC.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <u>Réservoirs à fioul</u>

Les réservoirs sont équipés chacun de 3 détecteurs thermiques associés à des sondes de température et à un seuil de déclenchement.

L'activation d'un seul détecteur déclenche l'alarme sonore et visuelle.

L'activation de deux détecteurs déclenche automatiquement les scénarios d'extinction.

Sur site, l'Inspection a pu constater la présence des détecteurs ainsi que les deux couronnes d'arrosage, l'une dédiée au refroidissement à l'eau et l'autre à l'extinction avec émulseur.

#### Sous-cuvettes du parc à fioul

4 détecteurs de flamme IR (Infrarouge) sont positionnés aux quatre coins de chaque sous-cuvette et balaient l'ensemble de la zone, soit 8 détecteurs sur l'ensemble de la cuvette séparée en deux par un muret.

L'exploitant indique que la détection incendie est basée sur l'activation de 2 capteurs sur les 8 présents et enclenche, au bout du 2<sup>e</sup>, l'activation des scénarios d'arrosage des deux sous-cuvettes et réservoirs.

L'Inspection a pu s'assurer, lors de sa visite, du bon entretien des sous-cuvettes et des réservoirs. Chaque déclenchement d'alarme visuelle ou sonore est systématiquement suivi d'une vérification humaine.

#### Local pomperie fioul :

L'exploitant a indiqué la mise en œuvre de 2 détecteurs de flamme (IR) et 12 détecteurs thermiques.

Le déclenchement du scénario d'incendie se fait sur la base du déclenchement d'un détecteur IR et d'un détecteur de température (seuil dépassé).

Dans le plan transmis post-inspection, l'inspection note la présence de douze détecteurs thermiques dans la pomperie et deux détecteurs de flammes. Deux détecteurs de fumée sont installés dans le local technique de la pomperie et associés à des exutoires en toiture côté local électrique, situé à l'ouest, et côté zone de dépotage camions.

L'inspection a pu s'assurer, lors de sa visite, du bon entretien du local pomperie fioul ainsi que de la zone de dépotage « camions » voisine.

L'exploitant indique procéder à un test annuel de tous les détecteurs. Le dernier contrôle a été réalisé en octobre 2023.

L'exploitant a transmis, post-inspection, le plan localisant les différents détecteurs énumérés et identifiés par typologie de détection, ainsi que le dernier rapport de contrôle daté du 20/02/2024. Le rapport indique l'état satisfaisant de l'ensemble des détecteurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 7 : Réserves en émulseurs et durée incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Durée d'extinction feu zone parc à fioul

#### **Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions de l'article 8.7.1, les moyens maintenus sur le site, notamment en ce qui concerne la réserve d'émulseur et sa mise en œuvre doivent permettre au minimum :

- l'extinction en 20 minutes et le refroidissement du réservoir du plus gros diamètre ainsi que la

<p>protection des réservoirs et équipements voisins menacés, - ou l'attaque à la mousse du feu de la cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection des installations menacées par le feu (poste d'alimentation électrique, local pomperie incendie,...).</p> <p>Ces moyens doivent être opérationnels jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure avec un minimum de 1 heure.</p> <p>Des réserves en émulseurs concentrés à 3 % d'une capacité minimale de 13 000 litres (1 réservoir de 10 000 litres et 3 fûts de 1 000 l) et adaptés aux produits sont maintenus à demeure sur le site. Les émulseurs à demeure sur le site sont uniquement de classe I (selon les normes NFS 60.220 et NFS 60.225).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'EDD de 2008 indique que la société EDF a retenu comme stratégie pour le scénario « feu de cuvettes », celle d'une extinction immédiate, les services du SDIS étant situés à proximité et en capacité d'intervenir en moins de 10 minutes.</p> <p>Le délai de temporisation avant l'arrivée du SDIS est donc inférieur à une heure en cas de déclenchement de ce scénario et la quantité d'émulseur prévue permet de maintenir un tapis de mousse pendant 40 min.</p> <p>Par note du 08/01/2014, l'exploitant a revu sa stratégie d'extinction au regard de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 pour adopter le même taux d'émulseur dans le scénario « feu de réservoir ».</p> <p>L'exploitant a réajusté les volumes d'eau et débits des équipements nécessaires suite à un exercice POI en 2023. Ces modifications ont été intégrées dans l'actualisation d'octobre 2023 du POI.</p> <p>Lors de sa visite, l'Inspection a pu constater la présence des différents conteneurs d'émulseurs dans le local réservé à cet effet ainsi que leur étiquetage correct.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Conditionnement et contrôle des émulseurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Durée d'extinction feu zone du parc à fioul</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réserve en émulseur est disponible en conditionnements de 1 000 litres minimum. L'exploitant s'assure de l'efficacité des émulseurs en fonction des hydrocarbures présents sur site.</p> <p>Les différents stockages d'émulseurs de l'établissement font l'objet d'une analyse de contrôle de leur qualité après tout incident susceptible de les altérer (incident sur les stockages, fausse manœuvre, transvasement, ...) et au moins une fois par an.</p> <p>Ces analyses sont complétées tous les trois ans par un essai conforme aux normes françaises NF S60-220 ou NF S 60-225 selon le type d'émulseur, sur feu réel du produit auquel ils sont affectés, essai représentatif de leur capacité d'extinction. Ces analyses et essais sont réalisés par un organisme compétent.</p>

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu de vérification de la qualité des émulseurs en 2023.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des analyses étaient prévues pour l'année 2024. Post-inspection, il a transmis les rapports d'essais qui concluent que les émulseurs sont conformes aux valeurs standards.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Organisation contre le risque incendie : POI

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération Interne et suivi
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.). Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le POI prévoit la réalimentation de la réserve d'eau incendie par le réseau d'eau de ville et les possibilités d'utilisation de la Seine comme réserve d'eau en cas d'incendie.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I.. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers.</p> <p>Un exemplaire du P.O.I. est disponible en permanence au local de réception et auprès des personnes d'astreinte lors des périodes de fermeture du site. Il est accompagné d'un inventaire des stocks actualisé après chaque transfert de liquides et de l'affectation des bacs. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :</li> <li>• l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</li> <li>• la formation du personnel intervenant,</li> <li>• l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</li> <li>• l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,</li> <li>• la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI,</li> <li>• la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.</li> </ul> <p>Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, ou à défaut</p>

l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au Préfet.

Le P.O.I. est remis à jour au minimum tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le POI et ses mises à jour successives sont transmis au service d'incendie et des secours et à l'Inspection des installations classées.

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI.

L'Inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.

Une ligne téléphonique directe est établie entre le site et les services de secours extérieurs.

Un POI actualisé est transmis à la date de mise en service des turbines à combustion.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué la réalisation d'exercice POI au moins 1 fois par an.

Même si la plupart des exercices sont réalisés en interne, le SDIS est systématiquement invité à y assister.

Les conclusions des exercices sont en général mutualisées avec les autres sites TAC de la zone Nord d'EDF.

Post-inspection, l'exploitant a transmis le compte-rendu de l'exercice du 19/11/2024 à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite